



EDITORIALE

Sicurezza e solidarietà

ROMANO DELL'AQUILA

L'ISTAT (istituto nazionale di ricerca) ha avviato in queste settimane una indagine campionaria al fine di conoscere quanto le persone si sentano sicure nel proprio ambiente di vita. Il problema, quindi, preso in considerazione è la sicurezza fisica dei cittadini, quasi che le paure per la propria incolumità fisica o del furto del portafoglio e dell'automobile fossero al primo posto in una scala prioritaria delle insicurezze quotidiane. Una recente indagine del CENSIS (altro istituto di ricerca) ci dimostra, invece, che ciò che ha fatto crescere la preoccupazione dei cittadini vede al primo posto "la diminuzione del livello di sicurezza sociale e, al secondo posto, "la perdita dei valori di solidarietà tra la gente". Questi tipi di paura (paura di non farcela da soli e di non trovare aiuto negli altri) sarebbero aumentati negli ultimi dieci anni di ben il 17%. E ha più paura chi ha meno mezzi economici di sussistenza a disposizione. L'insicurezza di cui si discute è legata, infatti, alla precarietà economica e ad un sistema di welfare, cioè di protezione sociale, in fase decisamente calante negli ultimi tempi. Uno dei sociologi più famosi, Zygmunt Bauman di origini polacche, parla in un suo libro di "paura liquida" per definire la condizione psichica, quasi impalpabile, di cui è circondata la società moderna di fronte alla caduta di alcune certezze, cui eravamo abituati. Si pensi alle difficoltà di

molti di fronte all'aumento delle bollette energetiche o all'impennata dei prezzi di generi alimentari andata molto al di là delle disponibilità economiche di milioni di persone che si erano ormai abituate ad arrivare tranquillamente alla fine del mese. Il ruolo dell'ente pubblico in una contingenza di tale portata sarebbe fondamentale. Ma accade, invece, che di fronte al pericolo dell'indigenza del cittadino, al rischio di ritrovarsi senza cure in caso di malattie e senza aiuti durante la vecchiaia, lo Stato sembra battere in ritirata, trasferendo sempre più sul singolo, dice lo stesso Bauman, "la responsabilità di procurarsi i mezzi di sussistenza" (è quanto accade, ad esempio, con la stessa previdenza integrativa visto che la pensione pubblica non è più sufficiente). Insomma, il modello di Stato Sociale cui eravamo abituati, in un contesto di crisi globale, è destinato a indebolirsi e, di questo processo, la più esposta a rischio è la parte più debole della società: gli anziani.

Secondo il sociologo polacco, arrivati a questo punto, bisogna riprogrammarsi e rivedere le nostre priorità perché, "ancora una volta nella storia dell'umanità, il nostro futuro sta diventando una grande incognita". Ma come e con quali mezzi è possibile rilanciare e ridare speranza al prossimo? Di questo ci occuperemo, con particolare riferimento alla popolazione anziana (over 65 anni), nel prossimo numero de «Le Réveil Social».

SAVT-INTERNATIONAL

Pour un travail décent, pour un salaire décent

GUIDO CORNIOLO

Le Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs a donné sa adhésion à la journée mondiale pour le travail décent dans le monde entier, organisée par la Confédération syndicale internationale qui a eu lieu mardi 7 octobre 2008. Cette journée internationale d'action a permis de mettre l'accent sur le besoin urgent d'une nouvelle mondialisation et de jeter les bases de la participation du mouvement syndical à l'action commune dans tous les continents.

Il faut savoir qu'en dépit de l'essor économique mondial, la majeure partie de la population mondiale ne voit aucune amélioration de son niveau de vie, et subit en outre un chômage significatif, un sous-emploi pour de nombreuses travailleuses et travailleurs, voire le non-paiement d'un salaire pour le travail effectué.

C'est pourquoi le SAVT a décidé de participer à cette journée de lutte et d'action sur trois thèmes: le droit au travail, la solidarité, l'éradication de la pauvreté et des inégalités.



Une délégation du Syndicat SAVT, avec ses drapeaux, était présente à la manifestation de Paris, à la place des droits de l'homme au Trocadéro, le 7 d'octobre, sur le thème «Pour un travail décent, pour un salaire décent», pour exiger le respect des droits sociaux fondamentaux adoptés par l'OIT (Organisation Internationale du travail) en 1998 et que les états doivent appliquer, pour avoir des emplois durables, assortis de garanties de protection sociale, de niveaux de salaires décentes, de conditions de travail respectant la santé et la dignité des individus.

SAVT-NATIONS SANS ÉTAT

Appel à la solidarité et pour la libération des syndicalistes Kanaks

Le Savt lance un appel international pour la libération immédiate des camarades de l'Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités - USTKE, emprisonnés depuis l'été dernier par les forces de police françaises en Kanaky (nouvelle Calédonie). Cette condamnation ferme, d'entre un et douze mois de prison, c'est une nouvelle preuve de l'État Français, pour essayer d'égorger le plus important syndicat (et le plus combatif) de la «Nouvelle Calédonie» en mettant aux geôles ses principaux dirigeants, comme son Président, Gérard Jodar, ou son vice-Président, Alain Boewa, d'entre 23 militants de l'USTKE. Les événements dont ont été accusés et condamnés datent du 25 janvier dernier, quand à Nouméa, capital de Kanaky, le syndicat convoquait une manifestation pour réclamer l'autodétermination du peuple kanaky, des droits du travail et la libération de six de ses militants, qu'avaient été détenus quelques jours auparavant, le 23 et le 24 janvier. Ces six camarades détenus ont été représentés par les forces de police le 17 janvier à cause de quelques protestations convoqués par l'USTKE en demandant la réadmission d'un camarade viré par l'usine CARSUD, filiale de la multinationale française VÉOLIA. En réalité, ont été les militants de l'USTKE, ceux qui ont été les victimes de la brutalité raciste contre un piquet de grève chez CARSUD, en faisant une vingtaine de blessés; au même temps les policiers français,



ont arrivé à assaillir, les armes dans les mains, les maisons de plusieurs militants de l'USTKE, en emprisonnant plusieurs d'entre eux en présence des leurs propres enfants. Le SAVT, Syndicat Autonome des Travailleurs demande la libération immédiate pour Gérard, Alain et tous les camarades de l'USTKE emprisonnés et l'amnistie totale. Cette condamnation sur fond de grandes manœuvres économiques pour le contrôle du nickel de Kanaky, montre une nouvelle fois que la raison d'être de la justice coloniale, c'est de réprimer les travailleurs et les peuples opprimés et maintenir par la force le système d'ex-

ploitation et occupation. L'attaque policière contre le piquet de grève, la condamnation, et le maintien en prison de ces camarades, représentent une menace directe contre l'ensemble de la classe ouvrière, en Kanaky, comme aux Pays Catalans, en Corse, Euskal Herria et pour les autres peuples opprimés des nations sans état du monde. L'ensemble des mouvements ouvriers doit protester contre ces attaques et prendre la défense des militants de l'USTKE, pour réaffirmer la valeur, la dignité et les droits des tous les travailleurs. Liberté et amnistie immédiate pour les camarades de l'USTKE emprisonnés.

SAVT-RETRAITÉS - VIE SOCIALE DU SYNDICAT

FESTA ANNUALE DEL SAVT - PRANZO SOCIALE SALONE COMUNALE «BEC RENON» - VIA BINEL, 24 - DONNAS LUNEDÌ 8 DICEMBRE

Anche quest'anno, il Savt-Retrattés continuando la bella, gloriosa ed oramai pluriennale tradizione, organizza la festa annuale del sindacato che avrà luogo (novità assoluta) presso il salone comunale «Bec Renon» di Donnas

IN QUARTA PAGINA IL PROGRAMMA DETTAGLIATO DELLA FESTA

Déclaration de Solidarité: appel à s'unir pour un monde sans misère

L'objectif de cette campagne internationale, à la quelle le SAVT participe, est de faire connaître et rendre visible la solidarité pour les personnes qui subissent l'extrême pauvreté, pour donner respect et dignité à leur vie. Signer la Déclaration de solidarité c'est soutenir l'engagement de ceux qui subissent l'extrême pauvreté et demander le respect des droits de l'homme pour tous.

Je suis solidaire avec celles et ceux qui luttent, partout dans le monde, pour résister à la misère et l'éliminer.

Je veux contribuer :

- A faire respecter la dignité de tous;
- A faire respecter l'accès effectif aux droits de l'homme pour tous.

Je veux me joindre aux efforts qui permettent la participation des personnes en situation d'exclusion et de misère au 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère.

Je demande que les citoyens, les autorités locales, nationales et les Nations Unies :

- considèrent les plus pauvres comme les premiers acteurs de la lutte contre la pauvreté;
- associent les plus pauvres à la conception, la mise en place et l'évaluation de politiques qui les concernent;
- portent l'ambition d'un monde sans pauvreté, un monde où les droits à la vie familiale, au travail décent, à la participation sociale, culturelle et politique sont respectés;
- soutiennent les événements organisés chaque 17 octobre afin que la participation des personnes en situation de pauvreté reste au coeur de la Journée mondiale du refus de la misère;
- participent aux dialogues qui doivent se mettre en place tout au long de l'année avec les personnes qui, en refusant la misère, créent des chemins vers la paix.

Pour signer par Internet:

<http://www.oct17.org/Je-signe-la-declaration-de.html>



SAVT-TRANSPORTS

Storia e evoluzione del dialogo sociale al Traforo del Monte Bianco

ALESSANDRO PAVONI

Seconda parte

La Convenzione internazionale del 1953 prevedeva che, con l'entrata in esercizio del Traforo, le due Società concessionarie avrebbero dovuto costituire una terza "Società anonima" cui affidare la gestione e la manutenzione comune dell'intera infrastruttura. Non essendosi realizzata tale previsione, il 23 marzo 1965 venne firmato un "accordo aggiuntivo" (avenant) in forza del quale le due Società costituivano un "Comitato comune di amministrazione" incaricato di gestire il Traforo nella sua totalità (cioè di incassare tutti i pedaggi, di provvedere a tutti i costi di gestione e di organizzare e di eseguire tutte le attività di manutenzione) con un solo Direttore di esercizio scelto di comune accordo. Tuttavia nel giro di pochi anni le logiche nazionali presero il sopravvento e il "Comitato comune" - per altro mai ufficialmente abolito - si ridusse a una mera formalità, mentre di fatto ciascuna delle due Società continuò a gestire in quasi totale autonomia e con proprio personale la metà del Traforo che corrispondeva alla propria concessione. Sarebbe stato il tragico incidente del marzo 1999 a riproporre in modo perentorio l'assoluta necessità di superare questa situazione. Infatti, in quelle gravi circostanze e di fronte all'esigenza di ripristinare la funzionalità del Traforo e di dotarlo di nuovi e più efficaci sistemi di sicurezza in vista della riapertura, le due Società vennero sollecitate dagli organi di controllo a risolvere il problema della futura unitarietà della

gestione. Sul piano giuridico la soluzione venne individuata nella creazione di GEIE (Gruppo Europeo di Interesse Economico), un istituto introdotto nell'ordinamento europeo nel 1985 e recepito nel diritto italiano con Decreto Legislativo n. 240 del 23 luglio 1991. Per definizione, un GEIE deve essere costituito da aziende di almeno 2 Paesi dell'Unione, e deve avere per scopo non quello di realizzare utili per se stesso, ma di facilitare e sviluppare le attività economiche dei suoi membri mettendo in comune risorse, attività ed esperienze. Nel maggio 2000, mentre erano in corso i lavori di ripristino e di miglioramento della sicurezza, le Società concessionarie SITMB e ATMB costituirono di comune accordo il GEIE-TMB, con l'intento di assicurare la totale unitarietà funzionale della gestione del Traforo, pur senza rinunciare alla titolarità delle rispettive concessioni nazionali. Oggi tutte le attività inerenti alla gestione operativa del Traforo vengono svolte dal GEIE-TMB, amministrato e gestito - sotto la supervisione di un Consiglio di Sorveglianza formato 10 membri nominati in modo paritetico dalle due Società concessionarie - da un Comitato di Direzione, formato da 2 Direttori nominati rispettivamente da ATMB e da SITMB, e da un Direttore Gerente nominato alternativamente ogni 30 mesi dalla concessionaria che non nomina il Presidente del Consiglio di Sorveglianza. Sul piano tecnico, l'unitarietà funzionale è garantita dall'accentramento di tutte le attività relative alla sicurezza, alla manutenzione, alla gestione e al controllo del traffico. La gestione della contabilità (costi e ricavi dell'intero Traforo) e la ge-

stione del personale (organizzazione del lavoro, turni, elaborazione paghe ecc.) fanno capo ad un unico centro amministrativo. Ma è proprio sul personale che permane ancora un certo dualismo. Infatti le Società concessionarie hanno separatamente mantenuto il rapporto di lavoro con i propri dipendenti limitandosi a "distaccarli" presso il GEIE-TMB: il quale GEIE si occupa direttamente soltanto di alcuni contratti atipici (collaborazioni a progetto, tempo determinato ecc.). Inoltre, sul lato francese la situazione è complicata dal fatto che i lavoratori non dipendono direttamente dalla concessionaria ATMB, ma da una Società da questa posseduta al 100%, denominata SGTMB. Ecco spiegata la ragione per cui, come abbiamo detto all'inizio, Jean-Marc, francese, e Antonio, italiano, pur lavorando insieme nella stessa struttura unitaria non hanno lo stesso trattamento economico e normativo. Sul piano sindacale, questa realtà comporta alcune conseguenze importanti. Infatti ciascuno dei due gruppi di lavoratori, francesi e italiani, segue le proprie regole. Per gli italiani, dipendenti di SITMB distaccati al GEIE-TMB, esiste una RSU formata da 4 membri eletti dai lavoratori in rappresentanza di CGIL, CISL e SAVT/Trasporti: per il SAVT i delegati sindacali sono due, Renato Jorioz e Andrea Silvani. Per ogni esigenza di carattere sindacale aziendale la RSU si avvale normalmente dell'assistenza delle rispettive Segreterie regionali dei trasporti. Per i francesi, dipendenti SGTMB e indirettamente da ATMB, esiste una DUP (Délégation Unique du Personnel) formata da 4 membri effettivi e 3 supplenti eletti a livello aziendale. Le 4 Organizzazioni Sinda-



cali CFDT, CGT, FO e CFTC designano ciascuna, scegliendolo tra i dipendenti in servizio al TMB, un proprio delegato sindacale, che all'occorrenza può richiedere l'assistenza di un supporto sindacale esterno all'azienda. Le complicazioni derivanti da questa situazione, che almeno all'inizio ha comportato l'istituzione di tavoli di consultazione e di trattativa differenziati, con interlocutori diversi anche su temi di interesse comune, hanno fatto sorgere l'esigenza di un organismo unitario capace di raccogliere e di concentrare le istanze di tutti i lavoratori in servizio al Traforo, senza distinzione di nazionalità. Attraverso una serie di incontri e di confronti, e grazie ad un impegno notevole delle OO.SS. e in particolare del SAVT, che al Traforo raccoglie la maggioranza delle adesioni, si è pervenuti così a sottoscrivere, il 14 dicembre 2004, un protocollo finalizzato alla costituzione di un organo deputato alla negoziazione di accordi comuni, denominato "Sistema di Regole del GEIE-TMB". Più recentemente, nel quadro di un accordo aziendale unitario sottoscritto il 26 maggio 2007, le parti hanno convenuto di meglio precisare i compiti e il ruolo del "Sistema di regole", integrandolo con uno strumento di informazione e di consultazione denominato "Osservatorio binazionale". L'"Osservatorio binazionale" è composto dal Comitato di direzione del GEIE-TMB, dai membri effettivi e supplenti eletti nella DUP della SGTMB, dai delegati sindacali aziendali delle OO.SS. francesi, dai rappresentanti della RSU del personale dipendente della Società italiana e dai rappresentanti delle Segreterie sindacali regionali dei trasporti. Esso si riunisce (di norma ogni 3 mesi) per essere informato e consultato su argomenti che riguardano l'andamento del GEIE-TMB e delle Società concessionarie (traffico, situazione economica, lavori, appalti e subappalti, programmi di manutenzione, piano di investimenti, bilanci di esercizio...), con particolare riferimento all'organizza-

zione del lavoro e ai suoi aspetti retributivi e normativi. I temi esaminati in sede di "Osservatorio binazionale" possono formare oggetto di proposte di nuovi accordi unitari da portare all'ordine del giorno del "Sistema di Regole". Il resoconto delle riunioni, convalidato da tutte le parti presenti, viene portato a conoscenza di tutti i dipendenti mediante pubblicazione in bacheca aziendale. In conclusione, come si vede, sono stati fatti passi importanti al fine di armonizzare le relazioni sindacali e di rendere quanto più possibile unitario il dialogo sociale al Traforo del Monte Bianco, superando difficoltà e comprensibili resistenze da parte di una base ancora gelosa della propria appartenenza e delle proprie prerogative nazionali. Per compiere il passo successivo (e decisivo) sarà necessario affrontare e risolvere il problema di attribuire tutti i contratti di lavoro, italiani e francesi, direttamente alla competenza del GEIE-TMB. È una strada non facile da percorrere, con molti aspetti ancora inesplorati, che richiederà un grande sforzo di immaginazione e di proposta da parte delle Organizzazioni sindacali, ma che potrà forse permettere di elaborare un modello contrattuale di nuova concezione, superando e integrando le differenze nazionali, ed eliminando l'ultimo elemento che ancora si frappone alla completa unitarietà della gestione del Traforo. Riferiremo in un prossimo intervento gli sviluppi di questa ricerca.

SAVT e Gruppo ITAS ASSICURAZIONI insieme con nuove importanti iniziative



L'agenzia di Aosta dell'ITAS MUTUA ha progettato specifiche coperture assicurative riservate agli iscritti al Savt ed ai loro famigliari. Prodotti esclusivi con prestazioni di assistenza integrate, acquisibili a condizioni veramente uniche.

PER LA PERSONA: SERENITAS: la protezione contro gli infortuni. QUADRIFOGLIO: la copertura che arriva a raddoppiare o quadruplicare le somme assicurate, in relazione alla gravità dell'infortunio. MIA: la polizza infortuni e malattia pensata per le donne, i loro figli, il loro mondo. JUNIOR: la polizza infortuni specifica per i ragazzi da 0 a 18 anni. CONFORT: la polizza infortuni del conducente per i rischi della circolazione alla guida di veicoli. NUOVA ALTA QUOTA: l'assicurazione rimborso spese mediche che permette di fruire delle migliori prestazioni sanitarie. **PER LA CASA:** HABITAS: la polizza modulare che riassume tutte le necessità di una gestione famigliare consapevole. Un pacchetto di garanzie a protezione della casa. **PER L'AUTOVEICOLO:** DIMENSIONE AUTO: le garanzie della

RC obbligatoria affiancate dalle condizioni aggiuntive sempre operanti (rinuncia alla rivalsa per guida in stato di ebbrezza, per fatto di figli minori, carico e scarico per gli autocarri, ecc.). La possibilità di integrarle con le garanzie per incendio/furto, gli atti vandalici ed eventi atmosferici, i cristalli, il ripristino airbags, l'assistenza e la tutela giudiziaria.

PER LA PREVIDENZA SOSTEGNO: per beneficiare di una rendita mensile e risolvere i problemi economici legati alla «non autosufficienza».

PENSIONE INTEGRATIVA: Per i famigliari degli iscritti al SAVT che svolgessero attività in proprio sia professionale che imprenditoriale o che risultassero famigliari a carico. L'Agenzia ITAS di Aosta offre la possibilità di aderire al Fondo Pensione aperto PENSPLAN PLURIFONDS.

Informazioni sui contenuti della convenzione presso gli uffici SAVT e l'Agenzia ITAS PIEROPAN RENZO Assurances Aosta, via Porta Pretoria 19 - telefono 0165 26 21 22

A.V.C.U. ASSOCIATION VALDÔTAINE CONSOMMATEURS ET USAGERS

DICHIARAZIONE DI CONFORMITÀ DEGLI IMPIANTI NEGLI EDIFICI: novità per chi acquista, vende, costruisce o ristruttura.

Dal 27.03.08 è in vigore il decreto nr. 37/08 sulla sicurezza degli impianti per chi acquista, vende, costruisce o ristruttura casa.

Per quali impianti la nuova normativa trova applicazione?

Il decreto si applica a tutti gli impianti, posti al servizio degli edifici, collocati

all'interno degli stessi o delle relative pertinenze. Le nuove regole non si applicano solo agli impianti principali ma anche ad impianti accessori come per esempio cancelli elettronici, antifurti, antenne e cavi TV.

Nei condomini la dichiarazione di conformità deve essere rilasciata anche per gli impianti ad uso comune.

Chi rilascia la dichiarazione di conformità?

La dichiarazione di conformità deve essere redatta dall'impresa installatrice

abilitata. Per gli impianti costruiti prima del 27.03.08, in cui la dichiarazione di conformità non sia stata prodotta o non sia più reperibile, può essere redatta a posteriori una dichiarazione sostitutiva di rispondenza da un professionista iscritto all'albo che abbia esercitato per almeno 5 anni nel settore di competenza.

Quali sono gli obblighi per chi costruisce o ristruttura una casa?

Per le nuove costruzioni, la dichiarazione di conformità va rilasciata al termi-

ne dei lavori e va depositata presso il Comune. Il certificato di agibilità verrà rilasciato dalle autorità competenti solo previa acquisizione delle dichiarazioni di conformità, nonché del certificato di collaudo degli impianti installati, ove previsto dalle norme vigenti. Per i trasferimenti degli immobili l'art. 13 del decreto nr. 37/08, che aveva imposto l'obbligo ai proprietari di consegnare la documentazione relativa alla sicurezza degli impianti, in caso di trasferimento dell'immobile a qualsiasi titolo, è stato abrogato.



Le Réveil Social

mensuel, organe de presse du SAVT

Rédaction

SAVT - 2, place Manzetti
téléphones: 0165.23.83.84
0165.23.83.94 - 0165.23.53.83
Fax: 0165.23.66.91
E-mail: info@savt.org
www.savt.org

Enr. Tribunal d'Aoste n° 15
du 9 décembre 1982

Imprimerie

«TIPOGRAFIA DUC»
16 localitè Grand-Chemin
11020 SAINT-CHRISTOPHE
téléphone: 0165.23.68.88
fax: 0165.36.00.14

Directeur responsable
Giorgio Rollandin

Coordination Syndicale
Guido Corniolo

Comité de rédaction

Claudio Albertinelli - Pierre-Joseph Alliod
Guido Corniolo - Alessia Dème
Alessandro Pavoni - Felice Roux



Crisi dei mercati finanziari: la situazione del FOPADIVA

In relazione alla gravissima e prolungata crisi dei mercati finanziari internazionali, acuitasi ulteriormente in questi giorni, Fopadiva (fondo pensione complementare per i lavoratori dipendenti della Valle d'Aosta) ritiene opportuno e doveroso fornire la più ampia informazione in merito alla situazione ed alle prospettive del Fondo, in particolare nei confronti dei numerosi iscritti e di tutta la realtà valdostana, al fine di diffondere dati reali e corretti, evitando, quindi, la divulgazione di notizie non precise tali da creare allarmismi.

La situazione della gestione ed i controlli:

La gestione finanziaria del Fondo è attualmente articolata in un'unica linea di investimento definita «Prudente» che è così composta:

- 20% Liquidità • 60% Obbligazionario • 20% Azionario

(in sostanza azioni dell'area Euro) È evidente, quindi, che l'esposizione sui mercati azionari del portafoglio attuale del Fondo è molto ridotta e non vi è alcuna esposizione, né di tipo azionario né obbligazionario, sul mercato USA e su quelli extraeuropei che, in questi giorni, hanno subito le perdite più rilevanti. Nel portafoglio del Fondo non sono inseriti titoli ed obbligazioni di istituzioni finanziarie ed assicurative che nelle ultime settimane sono state sottoposte a procedure di fallimento (Lehman, ecc.) ed a situazioni «critiche». La gestione della «Linea Prudente» è affidata a Pioneer SGR ed Generali SGR. A tal proposito si precisa che i gestori stessi agiscono su mandato del Fondo e che il portafoglio rappresenta un patrimonio separato rispetto a quello del gestore e, quindi, non subirebbe alcun effetto da eventuali fallimenti e situazioni di insolvenza dei gestori delegati.

I risultati della gestione:

Nel ribadire come l'andamento ed i risultati di un fondo pensioni siano da valutare nel medio-lungo termine e non di certo in base all'andamento mensile, così come

l'investimento in un fondo pensione è destinato a fini previdenziali e mirato ad ottenere ritorni positivi nel lungo termine, è evidente come l'attenzione degli iscritti, in un momento così delicato, sia rivolta a verificare il risultato contingente.

La quota di FOPADIVA al 30 settembre 2008 ha raggiunto un valore pari a 10,571, a fronte di un valore di quota al 31 dicembre 2007 di 11,046. Risulta, quindi, evidente come in termini assoluti, dal 1° gennaio 2008 al 30 settembre 2008 la quota abbia subito un decremento in termini percentuali pari al 4,30%. Tale risultato se da un lato attesta un rendimento negativo per i primi 9 mesi dell'anno, d'altra parte conferma come un portafoglio quale quello della «Linea Prudente» è stato in grado anche in un momento di gravissima crisi finanziaria e di ingenti perdite subite dai mercati di difendere il valore del capitale degli iscritti in modo adeguato ed in una prospettiva di medio-lungo termine. Ribadendo l'orizzonte di medio-lungo termine entro il quale può essere correttamente valutato un investimento previdenziale, si ricorda come dalla data di avvio della gestione finanziaria (luglio 2004) il FOPADIVA, considerato il valore della quota al 31 agosto 2008, abbia, comunque, fatto registrare un rendimento netto complessivo pari al 7,66% e come per gli anni precedenti il risultato sia stato pari a:

- luglio-dicembre 2004 (5 mesi): 1,200% • 2005: 3,004%
- 2006: 3,645% • 2007: 2,240%

Tali risultati sono da considerare soddisfacenti se confrontati con i rendimenti ottenuti, nelle linee di gestioni paragonabili a quella di FOPADIVA, dagli altri Fondi pensione negoziali e con gli indici di mercato di riferimento.

Si ricorda che gli uffici del Fondo e di Servizi Previdenziali Valle d'Aosta S.p.A., siti ad Aosta, in Piazza Arco d'Augusto n. 10, sono a disposizione per ulteriori chiarimenti e/o approfondimenti (tel. 0165-238200, e-mail: info@fopadiva.it).

Il SAVT aderisce allo sciopero nazionale

SAVT-ÉCOLE



ordinario, esperto) con progressione per anzianità all'interno di ciascun livello;

• le assunzioni effettuate direttamente dalle scuole che potranno bandire concorsi di istituto per acquisire le risorse professionali necessarie alla realizzazione del POF, con la conseguente eliminazione dei concorsi nazionali o ad esaurimento;

• la sostituzione dei consigli di circolo e di istituto con consigli di amministrazione che avranno il potere di decidere se trasformare l'istituzione scolastica in fondazione;

• infine, per la partecipazione ai concorsi banditi dalle scuole, sarà necessario conseguire una laurea abilitante

e aver svolto un anno di "inserimento formativo al lavoro" presso una istituzione scolastica; i vincitori di concorso, per passare al livello di docente ordinario dovranno superare un concorso per soli titoli; un ulteriore concorso per titoli ed esami consentirà di conseguire il titolo di docente esperto; ai diversi livelli di carriera corrisponderanno anche diversi livelli retributivi.

Tanto basta per far decidere anche noi del SAVT di condividere con i colleghi delle altre organizzazioni sindacali scolastiche le rivendicazioni che ci hanno costretti allo sciopero generale della scuola del 30 ottobre. Pubblichiamo di seguito il volantino preparato unitariamente:

GENITORI, STUDENTI, CITTADINI

Il prossimo 30 ottobre 2008 è proclamato uno sciopero generale nazionale della scuola da tutte le Organizzazioni sindacali di categoria, contro il Decreto Gelmini, la Legge 133/2008 ed il piano triennale predisposto dal Ministro

Gli effetti della riforma Gelmini comporteranno:

- La riduzione dell'orario della Scuola Primaria a 24 ore (solo turno del mattino), con la presenza di un solo insegnante
- il voto di profitto e quello di condotta che implicano la bocciatura con una sola insufficienza

La legge 133/2008 ed il Piano triennale del Ministro prevedono:

- l'aumento del numero di alunni per classe (da 25 a 33);
- la riduzione (17%) del personale ausiliario e tecnico amministrativo;
- il ridimensionamento delle scuole (chiusura di quelle con meno di 500 alunni e dei plessi e sezioni con meno di 50 iscritti);
- La riduzione dell'orario settimanale di insegnamento anche per la scuola dell'infanzia (aperta solo al mattino), della scuola media (29 ore invece di 32) e della scuola secondaria di II° grado (a 30 32 ore invece delle attuali 36/40)
- la possibilità di assolvere l'obbligo scolastico attraverso percorsi di istruzione e formazione e la formazione professionale (di fatto, il ritorno dell'obbligo scolastico a 14 anni)
- la revisione dei criteri per la determinazione dei posti di sostegno per i bambini e ragazzi disabili;
- la revisione dei criteri per la definizione dell'organico dei docenti;
- Questi provvedimenti comporteranno nel triennio la riduzione di oltre 120.000 posti di lavoro, l'impossibilità per il personale precario di accedere ad un lavoro stabile (sono decine di migliaia e hanno investito anni e soldi per acquisire un titolo che non potranno usare).
- I provvedimenti del Governo mirano a distruggere la Scuola pubblica nel nostro Paese, ad abbassare la qualità dell'offerta formativa, a diminuire il tempo scuola ed il servizio per genitori e studenti.

Questo attacco alla Scuola pubblica non riguarda solo gli insegnanti ed il loro posto di lavoro, ma la qualità dell'insegnamento, la presenza della Scuola sul territorio, il suo ruolo di servizio pubblico.

PER QUESTO I LAVORATORI DELLA SCUOLA SCIOPERANO IL 30 OTTOBRE 2008!!

Difendere la scuola pubblica, la qualità dell'offerta formativa ed il ruolo di servizio essenziale che questa svolge è interesse di tutti, docenti, genitori e studenti.

Filc CGIL - CISL sinascel e sism - SAVT école - SNALS

SAVT-SANTÉ

Adeguamento dell'indennità di bilinguismo per i dipendenti dell'azienda USL della Valle d'Aosta

PIERRE-JOSEPH ALLIOD

In data 15 settembre ultimo scorso l'Assessorato regionale della sanità, salute e politiche sociali ha informato, tra l'altro, le organizzazioni sindacali del comparto sanità della predisposizione della bozza di deliberazione della Giunta regionale, in merito all'autorizzazione all'Azienda USL dell'allineamento automatico dell'indennità di bilinguismo da corrispondere ai dipendenti della stessa azienda con gli importi e decorrenza già previsti dalla contrattazione per il personale del comparto unico regionale. Le entità mensili lorde dell'indennità di bilinguismo, a seguito dell'allineamento di cui trattasi, saranno le seguenti:

Cat. A e B: euro 151,32; Cat C: euro 188,87

Cat D e Dirigenzaeuro 226,43

L'adeguamento dell'indennità di bilinguismo decorre dal 1° gennaio 2008. Si evidenzia inoltre che nell'accor-

do del comparto unico regionale è stato richiesto che tale indennità fosse trasferita nel «trattamento fondamentale» mentre la bozza di delibera regionale su menzionata non prevede tale trattamento. Al riguardo sono fermamente convinto che argomenti come l'applicazione del bilinguismo vadano affrontati sindacalmente in un'ottica confederale unitaria. Nel periodo di «transizione» in cui si viene a trovare la sanità nella nostra Regione, credo sia giunto il momento, per il sindacato, di mettere sul tavolo non una unitarietà presunta e labile, bensì si deve rilanciare una unità vera, operativa e di sostanza. Solo così si potranno affrontare nel modo più consono le varie problematiche sul tappeto (esempio: la regionalizzazione del contratto della sanità, il completamento della stabilizzazione del personale precario, i fondi per le risorse aggiuntive del personale del comparto ecc.) al fine di migliorare le condizioni di lavoro degli operatori e di dare risposte maggiormente qualitative all'utenza.

Nel prossimo numero del «Réveil Social» approfondiremo la situazione della scuola in Valle d'Aosta, dove, grazie all'autonomia ed alle nostre competenze normative, abbiamo costruito un modello di scuola che ora dobbiamo cercare con forza di salvaguardare. A tal fine, abbiamo accolto positivamente la proposta formulataci dall'amministrazione regionale di istituire un tavolo permanente con le OO.SS. della scuola, l'Assessorato Istruzione e cultura ed i parlamentari valdostani.



SAVT-RETRAITÉS - VIE SOCIALE DU SYNDICAT

FESTA ANNUALE DEL SAVT - PRANZO SOCIALE - LUNEDÌ 8 DICEMBRE

SALONE COMUNALE «BEC RENON» - DONNAS

GIORGIO ROLLANDIN

Signori si cambia!

Quest'anno, anche su richiesta dei nostri amici della Bassa Valle, la nostra festa annuale dell'otto Dicembre si svolgerà presso il salone comunale "Bec Renon" in Via Binell, 24 a Donnas.

La struttura costruita, in parte, con gli aiuti pervenuti in seguito alla catastrofica alluvione del 2000, da parte del Comune di Roma (Giunta Rutelli), nonché dalle organizzazioni sindacali bolognesi e valdostane, è stata concepita per accogliere, in caso di calamità naturali, i cittadini sfollati dalle loro abitazioni. È dotata di cucina, servizi e grandi sale. A livello del terreno ha mantenuto il parcheggio preesistente alla costruzione stessa.

Non abbiamo abbandonato, evidentemente, l'«Hôtel Napoléon» che ha visto tante e riuscitissime feste del nostro sindacato. Abbiamo voluto, però, per quest'anno, cambiare, avendo trovato una struttura che risponde a quelle che sono le



nostre esigenze.
L'anno prossimo... si vedrà.

Questo il programma della giornata:

Ore 9: ritrovo nel Piazzale del Salone "Bec Renon" dove c'è ampia possibilità di parcheggio;

Ore 9,30: Santa Messa nella chiesa parrocchiale;

Ore 10,30: Visita guidata "Caves Cooperatives de Donnas".

Al termine aperitivo;

Ore 12,30: Pranzo presso salone comunale "Bec Renon" Via Binell, 24.

M E N U

ANTIPASTI

- Lardo,
- Mocetta,
- Salami,
- Castagne e Burro,
- Rolatina di coniglio all'aceto balsamico,
- Verdure in bagna cauda,
- Cotechino con lenticchie,
- Trota salmonata in carpione.

PRIMI

- Lasagne al forno,
- Risotto ai funghi.

SECONDI

- Bollito misto con patate, insalate e salse (bue, testina, lingua, cotechino, capra sottosale gallina) o Arrosto con contorno.

Formaggi valdostani

Dolce della casa (sorpresa!)

Caffè - Digestivo - Acqua

Vini:

- Blanc de cave, Barmette (Caves Cooperatives de Donnas).

Il pranzo è stato preparato e curato dalla super-cuoca Carla dell'Osteria da Ugo, Località Gran Vert, n° 24 - Donnas Tel.: 0125-807163

Seguirà pomeriggio danzante in allegria con la famosa orchestra "Folk d'Antan" di Mile Danna, che suonerà e canterà per noi e con noi.

La quota individuale di partecipazione, da versare anticipatamente e per intero, all'atto dell'iscrizione, è la seguente:

ISCRITTI SAVT: euro 30,00;

NON ISCRITTI: euro 35,00

Le prenotazioni, con relativa quota di partecipazione, dovranno pervenire entro e non oltre le ore 12,00 del giorno Lunedì 1° dicembre 2008 presso le sedi del SAVT di:

Aosta: Tel. 0165-238384

Châtillon: cell. 333-3547422

Verrès: tel. 0125-920425

Pont-Saint-Martin: Tel. 0125-804383

Si fa presente che, per ragioni organizzative, potranno accedere alla sala del Ristorante solo coloro che saranno in possesso della ricevuta del pagamento anticipato, e, quindi,

non si provvederà, tassativamente, alla vendita dei biglietti prima del pranzo. La ricevuta del pagamento della quota verrà ritirata prima del pranzo, all'entrata in ristorante. La festa, come d'altronde tutte le attività, socio-culturali, organizzate dal SAVT-Retraité, è aperta a tutti: Pensionate/i, lavoratrici/lavoratori, ancora "sulla breccia", famigliari, amiche/amici e simpatizzanti.

Si consiglia di parcheggiare nel Piazzale del salone "Bec Renon" che verrà ampiamente segnalato con cartelli sulla Statale. Coloro che desiderano partecipare alla Santa Messa nella Chiesa Parrocchiale e visitare, in seguito, "Les Caves Cooperatives" possono accedere alle stesse percorrendo, direzione Aosta, a piedi il marciapiede lungo la Statale n° 26.

Amis du SAVT, lundi 8 décembre, tous à Donnas pour participer avant à la Sainte Messe et après dans la salle communale "Bec Renon" au dîner et pe passé euna dzenta dzornà insèmblo et fèté à la moda valdoténa noutro Sindicat.

SAVT-MÉTALLOS - VIE SOCIALE

VIVA LA MONTAGNA!

GIANNI ROVAREY

Come oramai consuetudine, da qualche anno noi métallos con alcuni fedeli amici, ci ritroviamo in montagna per passare una giornata in allegria, lontani dai nostri problemi di categoria. Purtroppo il settore industriale valdostano (come molti altri) non sta attraversando un buon momento!

L'appuntamento era per domenica 27 luglio per il nostro consueto girovagare per i rifugi della Vallée. Quest'anno siamo andati in Valgrisenche, precisamente al Rifugio Bezzi, situato a mt. 2284, la cui costruzione risale al lontano 1931. Oggi è un rifugio moderno, conta 90 posti letto, ed è intitolato a Mario Bezzi consigliere del C.A.I. di Torino.

Il rifugio è insignito della «Carta di qualità», per le capacità imprenditoriali dimostrate, la qualità dei servizi e dell'accoglienza, la professionalità, il rispetto dell'ambiente.

Situato nelle vicinanze dell'alpe Vaudet e sede di tappa dell'alta via n. 2, è anche punto d'appoggio per alcune belle passeggiate, come quella al lago Saint Martin (mt. 2770) ai piedi del colle Bassac (mt.3082), al lac du Vuert (mt. 2623), ed il pianoro che si distende sino ai piedi dei ghiacciai, Grande Sassiè, Vaudet e Gliarettaz.

Ci siamo ritrovati in fondo alla diga di Beauregard esat-

tamente ad Uselières, villaggio dominato dalla vetta del Mont Ormelline, da lì siamo partiti per il rifugio. Il primo tratto è su strada poderale con pendenze molto facili, poi la strada diventa un sentierino e la salita si fa più ripida ma oramai si è già quasi arrivati. Il tempo di salita è di circa due ore, con un dislivello di 500 metri. Si sale in un paesaggio dominato da ghiacciai e rocce, addolcito dalla rigogliosa fioritura delle praterie sottostanti. Arrivati al Rifugio, alcuni di noi, dopo aver ripreso fiato, hanno proseguito verso il lago Vuert, altri hanno esplorato la piana, molti come il sottoscritto hanno oziato sorseggiando un buon bicchiere di vino.

Durante l'attesa per il pranzo un episodio spiacevole ha turbato la nostra giornata.

Un cane di piccola taglia, in nostra compagnia, di proprietà di un membro del nostro direttivo è stato azzannato a morte da un altro cane di grossa taglia lasciato colpevolmente libero dal suo padrone.

La situazione ci ha tutti rattristati per come si sono svolti i fatti.

Il pranzo, devo dire, ottimo ed abbondante, ci ha ridato un po' di morale, menzioni particolari vanno alla seupetta de Cogne ed ai dolci, tutti fatti in casa, compreso il gelato! Dopo il digestivo offerto dal titolare del Rifugio il Sig. Piergiorgio Barrel, nonché Sindaco di Valgrisenche e le foto di rito, siamo ridiscesi a valle con una certa fretta

perché il tempo minacciava pioggia. Per nostra fortuna siamo rientrati alle macchine senza nessun danno.

È ottobre, oramai siamo già tutti immersi nei nostri problemi, la gita è solo più un ricordo, ci aspetta un autunno molto caldo (metaforicamente), più di questa estate piovosa che ci lasciamo alle spalle.

Un arrivederci a tutti alla prossima gita.

TERZO SOGGIORNO MARINO DEL SAVT A PESARO TERZO SUCCESSO!



Cinquantatré persone (lo stesso numero dell'anno scorso, con 23 nuovi arrivati!) hanno trascorso dieci giorni di relax, di buona cucina, di sole (la pioggia ha disturbato, invero, gli ultimi giorni, ma ha dato la possibilità ai giocatori di carte di lanciarsi in interminabili partite...) presso l'Hôtel Caravelle di Pesaro, ubicato sul lungomare della cittadina marchigiana.

Anche quest'anno ognuno ha gestito il proprio tempo come riteneva più opportuno: alcuni hanno visitato la città, altri hanno preferito fare i «vacanzieri a tutti gli effetti» crogiolandosi al sole o nuotando nelle ancora tiepide acque dell'Adriatico.

Tutto nella massima autonomia e libertà personale. Il soggiorno è terminato con una riuscitissima «soirée dansante», cui ha partecipato anche un gruppo di turisti francesi

dell'Hôtel. È stata l'occasione per fraternizzare con i nostri «cugini d'oltralpe» e di mettere in pratica il nostro bilinguismo e per le nostre ballerine (a Nelly e Gemma si sono aggiunte, quest'anno Adriana ed Olga di Quart) di dare prova della loro abilità animando la bella serata «internazionale» svoltasi all'insegna dell'amicizia e dell'allegria. Cori e canti hanno accompagnato i vacanzieri durante il viaggio di ritorno. Tutti si sono dati appuntamento per l'anno prossimo.

Un'ultima annotazione, infine per ringraziare Léon, il mio validissimo «aiutante di campo» e tutti i partecipanti per aver contribuito con il loro comportamento corretto e puntuale all'ottima riuscita del soggiorno.

Giorgio de la «Comba Frèide»
Vicesegretario
e accompagnatore ufficiale del gruppo

